



Département Finances, Marchés et Performance
Direction Juridique et Assurances
Service juridique

Décision n°2023- 81 DEC

Objet : Recours contre permis de construire ou déclarations préalables

Décision

Le Maire de Nantes,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2122-22,

Vu la délibération du Conseil municipal du 15 juillet 2020 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au maire, aux adjoints et éventuellement aux conseillers municipaux,

Vu l'arrêté n°2023-74ARR du 11 avril 2023 portant délégations de fonction et de signature aux élus,

Considérant les 12 requêtes enregistrées au Tribunal Administratif de Nantes tendant à l'annulation de permis de construire ou de déclarations préalables,

Considérant qu'il convient de défendre les intérêts de la Ville de Nantes dans ces affaires,

Décide

Article 1^{er} - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par Madame GUENOT et tendant à l'annulation d'un arrêté en date du 30 juin 2022, accordant un permis de construire à Madame MORNIER en vue de la démolition partielle, l'extension et la création d'une annexe sur un terrain sis 40 Route de la Joneliere à NANTES.

Désignation du cabinet CARADEUX Consultants pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 2 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par la société FONCINVEST et tendant à l'annulation de la décision d'opposition en date du 29 novembre 2022 à sa déclaration préalable concernant la construction d'un ensemble immobilier comprenant 9 logements sur un terrain sis rue Louis Brisset à Nantes.

Désignation de la SELARL MRV Avocats pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 3 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par Madame GRANGER, Madame VERONE, Monsieur TESTU et Monsieur BIOT et tendant à l'annulation d'un arrêté en date du 8 septembre 2022, accordant un permis de construire à la SCCV OPALE ROCHES GRISES concernant la construction d'un ensemble immobilier comprenant 36 logements sur un terrain sis 16 rue des Soupirs à Nantes.

Désignation du cabinet CARADEUX Consultants pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 4 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par Madame et Monsieur HUCHEDE et tendant à l'annulation d'un arrêté en date du 27 juillet 2022, accordant un permis de construire à la SAS Patrimoine Promotion concernant la restauration du château de l'Eraudière ainsi que de la chapelle attenante, à Nantes.

Désignation de la SELARL MRV Avocats pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 5 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par Monsieur BARRON et tendant à l'annulation d'un arrêté en date du 27 juillet 2022, accordant un permis de construire à la SAS Patrimoine Promotion concernant la restauration du château de l'Eraudière ainsi que de la chapelle attenante à Nantes.

Désignation de la SELARL MRV Avocats pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 6 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par la SAS TOTEM FRANCE et tendant d'une part à la suspension de l'arrêté d'opposition à déclaration préalable du 6 décembre 2022 relative à la dépose d'une antenne existante et à l'installation, au même emplacement, d'un nouveau mât sur un terrain sis 103, rue Paul Bellamy à Nantes et d'autre part à en demander l'annulation.

Désignation de la SELARL MRV Avocats pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 7 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par Monsieur BEAUFILS et tendant à l'annulation d'un arrêté en date du 8 septembre 2022, accordant un permis de construire à la SAS ATREALIS PROMOTION, en vue de la construction de deux immeubles collectifs sur un terrain sis 53 rue du Landreau à Nantes.

Désignation du cabinet CARADEUX Consultants pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 8 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par Monsieur PASQUIER et tendant à l'annulation d'un arrêté en date du 16 août 2022, accordant un permis de construire modificatif à Monsieur THENOZ concernant l'ajout de menuiseries extérieures, la modification des ouvertures et teintes, la création d'un muret et la modification d'emprise terrasse dans le cadre d'un projet de maison individuelle sur un terrain sis 21 rue des Folies Chaillou à Nantes.

Désignation de la SELARL MRV Avocats pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 9 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par L'ASA BASSE GAUDINIÈRE et tendant à l'annulation d'un arrêté d'opposition à déclaration préalable en date du 25 août 2022 concernant la régularisation d'une barrière en limite de propriété sur l'avenue Samothrace à Nantes.

Désignation du cabinet CARADEUX Consultants pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 10 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par Madame BEZIER et tendant à l'annulation d'un arrêté de permis de construire en date du 9 août 2022 accordé à Monsieur BRIHAULT et Madame LE NY, en vue de la construction d'une maison d'habitation sur un terrain sis 8 rue du Docteur Paul Macé à Nantes.

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 13/04/2023
Date de réception préfecture : 13/04/2023

Désignation du cabinet CARADEUX Consultants pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 11 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par Monsieur GANDILLON et Madame DELAPLACE et tendant à l'annulation d'un arrêté de permis de construire modificatif en date du 27 décembre 2022, accordé à la SCCV JEAN XXIII, concernant un changement de destination partiel, la création de balcons et terrasses accessibles, la suppression d'escaliers de secours, la modification et la suppression d'ouvertures, la modification d'altimétries et l'aménagement de l'espace extérieur, sur un terrain sis 40-42 boulevard Jean XXIII à Nantes.

Désignation de la SELARL MRV Avocats pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 12 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par Monsieur GUINARD et tendant à l'annulation d'un arrêté de permis de construire modificatif en date du 27 décembre 2022, accordé à la SCCV JEAN XXIII, concernant un changement de destination partiel, la création de balcons et terrasses accessibles, la suppression d'escaliers de secours, la modification et la suppression d'ouvertures, la modification d'altimétries et l'aménagement de l'espace extérieur, sur un terrain sis 40-42 boulevard Jean XXIII à Nantes.

Désignation de la SELARL MRV Avocats pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 13 - La présente décision sera mise en ligne sur le site internet de la ville de Nantes. Communication en sera faite lors de la prochaine séance du Conseil Municipal.

Article 14 - M. le directeur général des services de la Ville de Nantes et le responsable du service de gestion comptable de Nantes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nantes, le **13 AVR. 2023**

Pour Madame la Maire,

L'adjoint délégué,


Pascal BOLO

Transmis en Préfecture et mis en ligne

13 AVR. 2023

Accusé de réception en préfecture
044-214401093-20230413-2023_81DEC-AR
Date de télétransmission : 13/04/2023
Date de réception préfecture : 13/04/2023